



RECOMMANDATIONS

METTEZ FIN AUX DÉTENTIONS ILLÉGALES PRATIQUÉES PAR LES ÉTATS-UNIS

La fermeture de Guantánamo représente un véritable défi pour la communauté internationale*. Il s'agit toutefois d'une prison américaine, et c'est en premier lieu au gouvernement des États-Unis de trouver des solutions qui soient conformes au droit international et n'entraînent pas d'autres violations des droits humains.

AMNESTY INTERNATIONAL APPELLE LES AUTORITÉS DES ÉTATS-UNIS À :

- fermer le camp de détention de Guantánamo ;
- mettre fin immédiatement et définitivement à leur programme de détention secrète et fermer tous les centres concernés, où qu'ils soient dans le monde ;
- remettre immédiatement en liberté les personnes détenues dans le cadre de la « *guerre contre le terrorisme* », y compris celles qui se trouvent à Guantánamo, à moins qu'elles ne doivent être inculpées et jugées au cours d'un procès équitable ;
- annoncer qu'elles n'auront pas recours à la détention secrète ni aux « *restitutions* », c'est-à-dire aux transferts illégaux de détenus entre pays, ou aux disparitions forcées lors des opérations antiterroristes ;
- s'engager à ne pas renvoyer contre leur gré des détenus libérés dans un pays où ils risquent d'être victimes de graves atteintes à leurs droits fondamentaux ;
- mettre en place une procédure équitable et transparente pour examiner le cas de chacun des détenus devant être remis en liberté, afin d'établir si le retour des personnes concernées peut s'effectuer en toute sécurité dans le pays d'origine ou si une autre solution doit être trouvée ;
- inculper les personnes devant être traduites en justice d'infractions pénales prévues par la loi et veiller à ce qu'elles soient jugées devant un tribunal indépendant et impartial, par exemple un tribunal fédéral américain ; le recours à la peine de mort doit être totalement exclu ;



PERSONNE N'EST SATISFAIT DE LA SITUATION À GUANTÁNAMO MAIS SI NOUS VOULONS VRAIMENT RÉDUIRE LE NOMBRE DE DÉTENUS ET RENVOYER LES GENS CHEZ EUX, IL NE SUFFIT PAS DE DÉCLARER QUE GUANTÁNAMO DOIT ÊTRE FERMÉ. IL NOUS FAUT DES SUGGESTIONS CONCRÈTES, DES MOYENS CONCRETS D'AVANCER.

John Bellinger III, conseiller juridique du Département d'État, le 20 octobre 2006

Décembre 2007

Index AI : AMR 51/167/2007 – ÉFAI

Amnesty International
Secrétariat international, Peter Benenson House
1 Easton Street, Londres, WC1X 0DW, Royaume-Uni

Traduction en langue française :
Les Éditions francophones d'Amnesty International

www.amnesty.org/fr/counter-terror-with-justice

- déclarer irrecevables dans toute procédure, quelle qu'elle soit, les informations obtenues sous la torture ou au moyen d'autres formes de traitements cruels, inhumains et dégradants, si ce n'est dans les affaires visant les responsables présumés de tels traitements ;
- veiller à ce que tous les responsables gouvernementaux des États-Unis s'abstiennent de porter davantage atteinte à la présomption d'innocence en ce qui concerne les détenus de Guantánamo et les autres personnes capturées dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme » ;
- abroger ou modifier significativement la Loi de 2006 relative aux commissions militaires, afin qu'elle soit mise en conformité avec le droit international. Pour l'heure, cette loi ne garantit pas l'équité des procès, elle prive les inculpés de la possibilité d'introduire des requêtes en *habeas corpus*, et elle renforce l'impunité en matière de violations des droits humains ;
- inviter les cinq experts des Nations unies auxquels l'accès incondtionnel à ces lieux avait été précédemment refusé – quatre rapporteurs spéciaux et le président du Groupe de travail sur la détention arbitraire – à visiter sans restrictions le centre de Guantánamo et les autres centres de détention administrés par les États-Unis. Ces experts doivent avoir la possibilité de s'entretenir en privé avec les détenus sans aucune restriction ;
- donner également cette possibilité aux organisations internationales de défense des droits humains, et notamment à Amnesty International ;
- accorder sans délai aux détenus libérés une réparation appropriée, notamment sous la forme d'une restitution, d'une réadaptation et d'une indemnisation financière juste et suffisante.

* D'autres pays que les États-Unis peuvent contribuer à apporter une protection durable pour les détenus de Guantánamo (voir le document d'Amnesty International intitulé *Détentions illégales pratiquées par les États-Unis – Recommandations aux autres gouvernements*, index AI : AMR 51/181/2007).

**CONTRE LE TERRORISME :
LA JUSTICE**

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Amnesty International est un mouvement mondial regroupant 2,2 millions de personnes dans plus de 150 pays et territoires, qui luttent pour mettre fin aux graves atteintes aux droits humains.

La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres textes internationaux.

Essentiellement financée par ses membres et les dons de particuliers, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de toute croyance religieuse.